

Mémorial  Memorial
du des
Grand-Duché de Luxembourg. Großherzogtums Luxemburg.

Samedi, 21 juin 1919.

N^o 43.

Samstag, 21. Juni 1919.

Règlement d'administration publique du 12 juin 1919, concernant l'organisation des écoles primaires et des cours post-scolaires.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu les art. 20 et 61 de la loi du 10 août 1912, sur l'organisation de l'enseignement primaire;

Notre Conseil d'État entendu;

Sur le rapport de Notre Directeur général de l'instruction publique et après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}. Chaque administration communale délibérera annuellement sur le mode d'organisation des écoles primaires et des cours post-scolaires de son ressort, conformément aux dispositions de la loi du 10 août 1912 et du présent règlement.

Art. 2. Les délibérations seront prises dans le courant du mois de juin et porteront sur les objets suivants:

A. Pour les écoles primaires:

1^o la durée de la scolarité obligatoire, en exécution de l'art. 1^{er} de la loi du 10 août 1912;

2^o les branches que comprend l'enseignement dans chaque école en dehors de celles prévues par l'art. 23 de la même loi;

3^o la rentrée des classes; les vacances et les jours de congé;

Öffentliches Verwaltungsreglement vom 12. Juni 1919, betreffend die Einrichtung des Primär- und Fortbildungsunterrichts.

Wir CHARLOTTE, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht der Art. 20 und 61 des Gesetzes vom 10. August 1912, über die Einrichtung des Primärunterrichts;

Nach Anhörung Unseres Staatsrats;

Auf den Bericht Unseres General-Direktors des öffentlichen Unterrichts, und nach Beratung der Regierung im Konseil;

Haben beschlossen und beschließen:

Art. 1. Jede Gemeindeverwaltung hat alljährlich gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1912 und des gegenwärtigen Reglements über die Einrichtung der Primärschulen und der Fortbildungskurse ihres Bezirks zu beraten.

Art. 2. Die Beratung erfolgt im Laufe des Monats Juni und hat folgende Punkte zum Gegenstand:

a) Für die Primärschulen:

1. die Dauer der Schulpflicht, gemäß Art. 1 des Gesetzes vom 10. August 1912;

2. die außerhalb der in Art. 23 desselben Gesetzes vorgesehenen, in einer jeden Schule erteilten Lehrfächer;

3. den Beginn des Schuljahres; die Ferien und die schulfreien Tage;

4° les heures de classe, en hiver et en été;

5° les jours et heures fixés pour l'enseignement religieux, en conformité des prescriptions de l'art. 26 de la loi du 10 août 1912;

6° les renseignements suivants sur les écoles et le personnel enseignant:

a) le nombre des écoles; b) le siège et le ressort de chaque école, ainsi que le local assigné à chacune d'elles; c) la classe dans laquelle l'école est à ranger d'après l'art. 1^{er} de la loi du 7 août 1906, et là où les diverses écoles d'une localité sont divisées en degrés, le degré à assigner à chacune d'elles suivant les dispositions de l'art. 5 de la même loi, modifiée par celle du 11 août 1913; d) les noms et prénoms des membres du personnel enseignant et le nombre des enfants de l'âge obligatoire de chaque école; e) les traitements communaux des divers membres du personnel enseignant; f) les rétributions dues aux membres du personnel enseignant en exécution de l'art. 3 de la loi du 7 août 1906 et de l'art. 6 de la même loi, modifiée par celle du 11 août 1913, du chef de la fréquentation de l'école par les enfants de l'âge obligatoire au-dessus du nombre de quarante; g) l'indemnité de logement allouée à chaque membre du personnel enseignant;

7° le relevé des parts incombant aux différentes sections dans les traitements du personnel enseignant, déduction faite des subsides de l'État et des revenus de fondations;

8° les dépenses que la loi met à charge de la commune dans l'intérêt de l'enseignement pour: a) constructions nouvelles; b) grosses et menues réparations des maisons d'école et des logements des instituteurs; c) achat et entretien du mobilier; d) acquisition de matériel d'enseignement; e) matériel nécessaire à l'entretien de la propreté; f) indemnités aux personnes chargées du soin de la propreté et désignation nominative des personnes chargées de ce ser-

4. die Schulfunden im Winter- und im Sommerhalbjahre;

5. die Tage und Stunden für den Religionsunterricht, gemäß Art. 26 des Gesetzes vom 10. August 1912;

6. folgende Aufschlüsse über Schulen und Lehrpersonal: a) Zahl der Schulen; b) Sitz, Bezirk und Räumlichkeit einer jeden Schule; c) Klasse, in welche die Schule gemäß Art. 1 des Gesetzes vom 7. August 1906 einzureihen ist, und, falls die Schulen einer Ortschaft nach Graden eingeteilt sind, den einer jeden Schule gemäß Art. 5 desselben Gesetzes, abgeändert durch dasjenige vom 11. August 1913, zugewiesenen Grad; d) Name und Vorname des Lehrpersonals, sowie Zahl der schulpflichtigen Kinder einer jeden Schule; e) Gemeindegeld der verschiedenen Lehrpersonen; f) dem Lehrpersonal zuerkannte Gebühren für jedes über die Schülerzahl von vierzig hinausgehende schulpflichtige Kind, gemäß Art. 3 und 6 des Gesetzes vom 7. August 1906, abgeändert durch dasjenige vom 11. August 1913; g) Wohnungsentschädigung einer jeden Lehrperson.

7. der von einer jeden Sektion zu tragende Anteil an den Gehältern des Lehrpersonals, nach Abzug der Staatssubsidien und der Einkünfte aus den Stiftungen;

8. die Kosten, die das Gesetz den Gemeinden im Interesse des Unterrichts auferlegt für: a) Neubauten; b) außerordentliche und gewöhnliche Reparaturen an den Schulhäusern und Lehrwohnungen; c) Ankauf und Unterhalt des Mobiliars; d) Beschaffung von Lehrmitteln; e) Reinlichkeitsauslagen; f) Entschädigungen an die mit dem Reinigungsdienst betrauten Personen, sowie die namentliche Bezeichnung dieser Personen; g) Heizungskosten; h) Schul-

vice; g) frais de chauffage; h) matériel à fournir aux élèves indigents; i) entretien de la bibliothèque scolaire; j) indemnité du bibliothécaire; k) récompenses à titre de prix, lorsqu'une distribution a lieu; l) indemnité du secrétaire de la commission scolaire.

B. Pour les cours postsecondaires

les délibérations des administrations communales porteront sur les objets suivants:

1^o le nombre et le genre des cours postsecondaires établis dans la commune;

2^o le siège et le ressort de chaque cours postsecondaire;

3^o la durée obligatoire des cours en exécution de l'art. 54 de la loi du 10 août 1912;

4^o les matières que comprend l'enseignement dans les cours spéciaux et généraux, ainsi que les branches théoriques et pratiques que la commune introduira en dehors des matières prévues par l'art. 59 de la loi du 10 août 1912;

5^o les jours et heures de classe;

6^o les noms et prénoms du personnel enseignant, ainsi que les indemnités allouées pour la tenue des cours;

7^o la durée annuelle de chaque cours;

8^o le local assigné à chaque cours;

9^o les dépenses que la loi met à charge de la commune pour a) le chauffage et l'éclairage; b) les indemnités allouées aux personnes chargées du soin de la propriété; c) les livres et le matériel scolaire à fournir aux élèves indigents; d) les récompenses à titre de prix si des distributions ont lieu.

Art. 3. Les délibérations organiques doivent être accompagnées:

1^o d'un relevé indicatif du nombre des enfants de chaque année d'études, sans indication des noms.— Les listes définitives des élèves seront dressées par le personnel enseignant dans la

bedarf der dürftigen Kinder; i) Unterhalt der Schulbibliothek; j) Entschädigung des Bibliothekars; k) Anschaffung von Preisen, falls eine Preisverteilung stattfindet; l) Entschädigung des Sekretärs der Schulkommission.

b) Für die Fortbildungskurse haben die Beratungen der Gemeindeverwaltungen folgende Punkte zum Gegenstand:

1. Zahl und Gattung der in der Gemeinde stattfindenden Fortbildungskurse;

2. Sitz und Bezirk der einzelnen Fortbildungskurse;

3. Pflichtdauer gemäß Art. 54 des Gesetzes vom 10. August 1912;

4. die Lehrgegenstände der besondern und allgemeinen Kurse, sowie die theoretischen und praktischen Fächer, welche die Gemeindeverwaltung, außer der in Art. 59 des Gesetzes vom 10. August vorgesehenen Lehrgegenstände, in den Unterrichtsplan der Fortbildungskurse einzuführen beschließt;

5. Schultage und Schulstunden;

6. Name und Vorname des Lehrpersonals, sowie für das Abhalten der Fortbildungskurse bewilligte Entschädigungen;

7. Jährliche Dauer der einzelnen Kurse;

8. die jedem Kursus zugewiesenen Räumlichkeiten;

9. die Ausgaben, die das Gesetz der Gemeinde auferlegt für: a) Heizung und Beleuchtung; b) Entschädigungen an die mit dem Reinigungsdienst betrauten Personen; c) Ankauf von Büchern und Schulmaterial für dürftige Kinder; d) Beschaffung von Preisen, falls Preisverteilungen stattfinden;

Art. 3. Der Beratung ist beizufügen:

1. Ein Verzeichnis der Schülerzahl eines jeden Schuljahres, ohne Angabe der Namen. Die endgültigen Schülerlisten werden innerhalb 14 Tagen nach Beginn des Schuljahres vom

première quinzaine de l'année scolaire. Elles seront remises par celui-ci à l'administration communale, qui les fera tenir au Gouvernement, après qu'elles auront été dûment vérifiées et complétées.

2° d'une liste des enfants qui aux termes de l'art. 2 de la loi du 10 août 1912 ne sont pas admissibles à l'école. Les administrations communales feront des propositions sur la manière dont il conviendra de procurer l'instruction à ces enfants.

3° des avis préalables de la commission scolaire et de l'inspecteur d'arrondissement.

Art. 4. Les délibérations sont adressées en triple expédition au commissaire de district pour les communes de son district, et directement au Gouvernement, en double expédition seulement, pour la ville de Luxembourg.

Art. 5. Avant le 1^{er} août, le commissaire de district donne son avis motivé sur le plan d'organisation de chaque commune.

Art. 6. Toute organisation des écoles ou de cours postsecondaires, présentée par une administration communale, et contraire au présent règlement, sera, en cas de refus de la part du conseil communal de la modifier, dressée d'office par le Gouvernement et ce, le cas échéant, aux frais de la commune.

Il en est de même lorsque les communes sont en retard de fournir leur travail.

Art. 7. Les administrations communales se prononceront par délibération spéciale, dans le délai d'un mois, après la notification de la décision du Gouvernement, sur l'exécution des observations et recommandations faites par l'autorité supérieure au sujet de leur travail organique. En cas de retard ou de refus de fournir cette délibération, il sera procédé en conformité des dispositions de l'article précédent.

Behrpersonal ausgefertigt und der Gemeindeverwaltung übermittelt, welche sie nach gehöriger Prüfung und Vervollständigung der Regierung einreicht.

2. Ein Verzeichnis der Kinder, welche gemäß Art. 2 des Gesetzes vom 10. August 1912 nicht zur Schule zugelassen werden. Die Gemeindeverwaltung unterbreitet der Regierung ihre Vorschläge über die Maßregeln, die für die Heranbildung dieser Kinder zu treffen sind.

3. Die Gutachten der Schulkommission und des Bezirksinspektors.

Art. 4. Die Beratungen werden dem Distriktskommissar von den Gemeinden seines Bezirks in dreifacher Ausfertigung übermacht. Die Stadt Luxemburg übermittelt die ihrige unmittelbar der Regierung, und zwar bloß in doppelter Ausfertigung.

Art. 5. Vor dem 1. August hat der Distriktskommissar sein begründetes Gutachten über den Organisationsplan einer jeden Gemeinde abzugeben.

Art. 6. Jede von einer Gemeinde eingereichte, und den Bestimmungen gegenwärtigen Reglements zuwiderlaufende Organisation einer Primär- oder Fortbildungsschule wird, im Falle der Weigerung des Gemeinderates, dieselbe umzuändern, von amtswegen durch die Regierung und gegebenenfalls auf Kosten der Gemeindeverwaltung aufgestellt.

Dasselbe Verfahren tritt ein, wenn Gemeinden mit der Einsendung ihrer Arbeit im Rückstand sind.

Art. 7. Innerhalb eines Monats nach erfolgter Zustellung des Regierungsentscheids haben die Gemeindeverwaltungen sich durch Sonderberatung über die von der Oberbehörde gemachten Bemerkungen und Empfehlungen zu äußern. Im Falle der Verzögerung oder der Weigerung, diese Beratung einzubringen, wird gemäß den Bestimmungen des vorhergehenden Artikels verfahren.

Art. 8. Les inspecteurs d'écoles font annuellement, pour chaque école primaire de leur ressort, un rapport détaillé sur l'exécution des dispositions arrêtées par l'organisation scolaire.

Art. 9. La commune donnera à chaque membre du personnel enseignant communication de la délibération organique, après que celle-ci aura été dûment approuvée par le Gouvernement.

Art. 10. Notre Directeur général de l'instruction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Château de Berg, le 12 juin 1919.

CHARLOTTE.

*Le Directeur général
de l'instruction publique,*
N. WELTER.

Art. 8. Die Schulinspektoren haben alljährlich für jede Schule ihres Bezirks einen eingehenden Bericht über die Ausführung der Bestimmungen der Organisationsberatung einzureichen.

Art. 9. Nach erfolgter Genehmigung der organischen Beratung durch die Regierung stellt die Gemeindeverwaltung dieselbe einem jeden Mitglied des Lehrpersonals zu.

Art. 10. Unser General-Direktor des öffentlichen Unterrichts ist mit der Ausführung gegenwärtigen Beschlusses beauftragt.

Schloß Berg, den 12. Juni 1919.

Charlotte.

Der General-Direktor
des öffentlichen Unterrichts,
N. Welter.

Arrêté du 18 juin 1919, concernant l'examen de fin d'études à l'école agricole d'Ettelbruck.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE;

Vu l'art. 61 de l'arrêté royal grand-ducal du 29 août 1883, portant règlement sur l'organisation de l'école agricole d'Ettelbruck;

Arrête:

Art. 1^{er}. Est nommé commissaire du Gouvernement et président de la Commission d'examen de fin d'études à l'école agricole d'Ettelbruck, pour l'année scolaire 1918—1919, M. Jos. Wagener, conseiller de Gouvernement.

Art. 2. Sont nommés membres de la même commission, MM. Nic. Kunnen, professeur honoraire et président de la commission d'inspection de l'école agricole; Auguste Hermann, directeur de l'école agricole; J. N. Frommes et Nic. Hentgen, professeurs au même établissement.

Art. 3. Sont nommés membres suppléants de la dite commission, MM. Gustave Faber,

Beschluß vom 18. Juni 1919, die Abgangsprüfung an der Ackerbauerschule in Ettelbrück betreffend.

Der General-Direktor
des öffentlichen Unterrichts;

Nach Einsicht des Art. 61 des Kgl. Großh. Beschlusses vom 29. August 1883, das Reglement über die Einrichtung der Ackerbauerschule zu Ettelbrück betreffend;

Beschließt:

Art. 1. Zum Regierungskommissar und Präsidenten der Kommission für die an Schlusse des Schuljahres 1918—1919 an der Ackerbauerschule zu Ettelbrück abzuhaltenden Abgangsprüfung, ist Hr. Jos. Wagener, Regierungsrat ernannt.

Art. 2. Zu Mitgliedern dieser Kommission sind ernannt: die H. Nic. Kunnen, Ehrenprofessor und Präsident der Aufsichtskommission der Ackerbauerschule; August Hermann, Direktor der Ackerbauerschule; J. N. Frommes und Nic. Hentgen, Professoren an derselben Anstalt.

Art. 3. Zu stellvertretenden Mitgliedern sind ernannt: die H. Gustav Faber, Direktor der

directeur de l'école industrielle et commerciale, à Luxembourg, et membre de la commission d'inspection de l'école agricole, et Emile Gutenkauf, professeur à l'école agricole.

Art. 4. L'épreuve écrite aura lieu les 28 et 29 juillet, et l'examen oral le 31 juillet.

Art. 5. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial* et un exemplaire en sera transmis à chaque membre de la commission, pour lui servir de titre.

Luxembourg, le 18 juin 1919.

*Le Directeur général
de l'Instruction publique,*
N. WELTER.

Avis. — Examen d'admission à l'école d'artisans de l'Etat.

La première session de l'examen d'admission dans la classe inférieure de l'école d'artisans, pour l'année scolaire 1919—1920, aura lieu le samedi, 23 août, et la seconde, le samedi, 25 octobre prochain, chaque fois de 2 à 6 heures de l'après-midi.

Les récipiendaires devront se présenter à l'inscription les mêmes jours, pendant la matinée, à partir de 9 heures. Pour être admis dans la classe inférieure, les récipiendaires devront être âgés de 13 ans au moins et avoir fréquenté la septième année d'études des écoles primaires.

Les récipiendaires produiront un extrait de leur acte de naissance et un certificat de bonne conduite et de capacité, constatant qu'ils ont suivi avec succès l'enseignement des matières qui font l'objet du programme de l'examen d'admission, et renseignant les notes obtenues pendant la dernière année scolaire en allemand, en français, en arithmétique et en dessin.

Luxembourg, le 19 juin 1919.

*Le Directeur général
de l'Instruction publique,*
N. WELTER.

Industrie- und Handelsschule zu Luxemburg und Mitglied der Aufsichtskommission der Ackerbauschule, und Emil Gutenkauf, Professor an der Ackerbauschule.

Art. 4. Die schriftliche Prüfung findet am 28. und 29. Juli statt, und die mündliche, am 31. Juli.

Art. 5. Gegenwärtiger Beschluß soll im „Memorial“ veröffentlicht und je ein Exemplar den Mitgliedern vorgenannter Kommission als Ernennungsurkunde zugestellt werden.

Luxemburg, den 18. Juni 1919.

Der General-Direktor
des öffentlichen Unterrichts,
N. Welter.

Bekanntmachung. — Aufnahmeprüfung an der Staatshandwerkerschule.

Für das Schuljahr 1919—1920 findet die erste Tagung der Aufnahmeprüfung für die untere Klasse der Staatshandwerkerschule am Samstag, den 23. August, und die zweite, am Samstag, den 25. Oktober künftig, jedesmal von 2 bis 6 Uhr nachmittags statt.

Die Aufzunehmenden sollen sich an denselben Tagen, vormittags von 9 Uhr ab, einschreiben lassen. Um in die untere Klasse aufgenommen zu werden, müssen die Rezipienden wenigstens 13 Jahre alt sein und das siebente Schuljahr abgelegt haben.

Die Rezipienden haben ihren Geburtschein, sowie ein von ihrem Lehrer ausgestelltes Zeugnis über gutes Betragen und Fähigkeit vorzubringen, durch das bestätigt wird, daß sie an dem Unterricht in den Lehrgegenständen der Aufnahmeprüfung mit Erfolg teilgenommen haben. Die Ausstellung erfolgt unter Angabe der im letzten Schuljahre im Deutschen, Französischen, Rechnen und Zeichnen erhaltenen Nummern.

Luxemburg, den 19. Juni 1919.

Der General-Direktor
des öffentlichen Unterrichts,
N. Welter.

Arrêté grand-ducal du 12 juin 1919, déclarant d'utilité publique les travaux d'établissement de la ligne de tramway intercommunal d'Esch-s.-Alz. à Rumelange et Oettange, sur le territoire de la commune de Schifflange

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu une délibération du comité du syndicat des communes pour la construction et l'exploitation de tramways intercommunaux dans le canton d'Esch-s.-Alz., prise en séance du 30 décembre 1918 et tendante à faire déclarer d'utilité publique, entre autres, les travaux de construction de la ligne de tramway intercommunal d'Esch-s.-Alz. à Rumelange-Oettange, sur le territoire de la commune de Schifflange;

Vu la loi du 17 décembre 1859 sur l'expropriation forcée pour cause d'utilité publique;

Notre Conseil d'État entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre d'État, Président du Gouvernement, et de Notre Directeur général de la Justice et des Travaux publics, et après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}. Les travaux d'établissement de la ligne de tramway intercommunal d'Esch-s.-Alz. à Rumelange et Oettange, sur le territoire de la commune de Schifflange, sont déclarés d'utilité publique.

Le comité du syndicat des communes pour la construction et l'exploitation des tramways intercommunaux dans le canton d'Esch-s.-Alz., est autorisé à acquérir les immeubles dont l'emprise est nécessaire à l'exécution des travaux projetés et, en tant que de besoin, à procéder à cette fin par voie d'expropriation, conformément aux règles tracées par la loi prévue du 17 décembre 1859.

Großh. Beschluß vom 12. Juni 1919, wodurch die Herstellungsarbeiten einer interkommunalen Trambahnlinie von Esch a. d. Mz. nach Rümelingen und Öttingen, auf dem Gebiete der Gemeinde Schiffingen, zum Gegenstand öffentlichen Nutzens erklärt werden.

Wir Charlotte, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht einer Beratung des Vorstandes des Kommunalverbandes für den Bau und den Betrieb von interkommunalen Trambahnen im Kanton Esch a. d. Mz., vom 30. Dezember 1918, dahingehend, unter andern die Herstellungsarbeiten der interkommunalen Trambahn von Esch a. d. Mz. nach Rümelingen-Öttingen, auf dem Gebiete der Gemeinde Schiffingen, zum Gegenstand öffentlichen Nutzens erklären lassen;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 17. Dezember 1859, über die Zwangsentziehung wegen öffentlichen Nutzens;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates;

Auf den Bericht Unseres Staatsministers, Präsidenten der Regierung, und Unseres General-Direktors der Justiz und der öffentlichen Arbeiten, und nach Beratung der Regierung im Konseil;

Haben beschlossen und beschließen:

Art. 1. Die Herstellungsarbeiten der interkommunalen Trambahnlinie von Esch a. d. Mz. nach Rümelingen und Öttingen, auf dem Gebiete der Gemeinde Schiffingen, sind zum Gegenstand öffentlichen Nutzens erklärt.

Der Vorstand des Kommunalverbandes für den Bau und den Betrieb von interkommunalen Trambahnen im Kanton Esch a. d. Mz. ist ermächtigt, die Grundstücke, deren Erwerb für die Ausführung der geplanten Arbeiten erforderlich ist, anzukaufen und nötigenfalls zu diesem Zwecke zur Zwangsentziehung zu schreiten, gemäß den durch das Gesetz vom 17. Dezember 1859 festgelegten Bestimmungen.

Art. 2. Les actes d'acquisition resteront soumis à l'approbation de Notre Ministre d'État, Président du Gouvernement.

Art. 3. Notre Ministre d'État, Président du Gouvernement, et Notre Directeur général de la Justice et des Travaux publics sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Château de Berg, le 12 juin 1919.

CHARLOTTE.

*Pour le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
Le Directeur général des Finances,
A. NEYENS.*

*Le Directeur général de la Justice
et des travaux publics,
A. LIESCH.*

Art. 2. Die Erwerbserkunden bleiben der Genehmigung Unseres Staatsministers, Präsidenten der Regierung, unterworfen.

Art. 3. Unser Staatsminister, Präsident der Regierung, und Unser General-Direktor der Justiz und der öffentlichen Arbeiten sind mit der Ausführung dieses Beschlusses beauftragt.

Schloß Berg, den 12. Juni 1919.

Charlotte.

*Für den Staatsminister,
Präsidenten der Regierung,
Der General-Direktor der Finanzen,
A. Neyens.*

*Der General-Direktor der Justiz
und der öffentlichen Arbeiten,
A. Liesch.*

Arrêté du 16 juin 1919, concernant les examens à subir par les instituteurs et les institutrices.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE;

Vu l'art. 30 de la loi du 10 août 1912, sur l'organisation de l'enseignement primaire, et le règlement du 26 avril 1913, concernant la classification des instituteurs;

Arrête:

Art. 1^{er}. — Sont nommés membres du jury devant lequel auront lieu, pendant l'année courante, les examens pour la collation des brevets de capacité au personnel enseignant des écoles primaires: MM. J. Keiffer, inspecteur principal d'écoles; N. Schlottert, directeur de l'école normale d'instituteurs; N. Gædert, professeur à l'école normale d'instituteurs; P. Reuter, professeur à l'école industrielle et commerciale de Luxembourg; Fr. Rippinger, professeur au gymnase de Luxembourg; N. Hein, inspecteur d'écoles à Grevenmacher, et la dame sœur Lucie Huberty, institutrice adjointe à l'école normale d'institutrices.

Beschluß vom 16. Juni 1919, über die Prüfungen der Lehrer und Lehrerinnen.

Der General-Direktor
des öffentlichen Unterrichts;

Nach Einsicht des Art. 30 des Gesetzes vom 10. August 1912, über die Organisation des Primärunterrichts, sowie des Reglements vom 26. April 1913, die Klassifizierung der Lehrer betreffend;

Beschließt:

Art. 1. Zu Mitgliedern der Prüfungsjury für die Verleihung der Fähigkeitsbrevets an das Lehrpersonal der Primärschulen während des laufenden Jahres sind ernannt die HH. J. Keiffer, Oberschulinspektor; N. Schlottert, Direktor der Lehrernormalschule; N. Gædert, Professor an der Lehrernormalschule; P. Reuter, Professor an der Industrie- und Handelsschule zu Luxemburg; Fr. Rippinger, Professor am Gymnasium zu Luxemburg; N. Hein, Schulinspektor zu Grevenmacher und Schwester Lucie Huberty, Hilfslehrerin an der Lehrerinnennormalschule.

Art. 2. Sont nommés membres suppléants du même jury: MM. N. *Simmer*, inspecteur d'écoles, secrétaire de la commission d'instruction; J. *Logeling* et Ed. *Pierret*, professeurs à l'école normale d'instituteurs, et J.-J. *Luz*, inspecteur d'écoles à Redange.

Art. 3. Les examens auront lieu comme suit:

1^o pour le brevet provisoire: examen écrit: les 4, 5, 6, 7 et 8 août; examen oral: le 11 août pour les instituteurs et le 12 août pour les institutrices;

2^o pour le brevet d'aptitude pédagogique: examen écrit: les 1^{er}, 2, 3, 4 et 5 septembre; examen oral: le 8 septembre pour les instituteurs et le 9 septembre pour les institutrices;

3^o pour le brevet d'enseignement postsecondaire: examen écrit: les 10, 11, 12 et 13 septembre; examen oral: le 15 septembre pour les instituteurs et le 16 septembre pour les institutrices.

Pour le brevet d'enseignement primaire supérieur, les dates seront fixées ultérieurement.

Art. 4. Les récipiendaires devront présenter leur demande au Gouvernement avant le 15 juillet prochain. Un extrait de l'acte de naissance du candidat, ainsi qu'un certificat délivré par le médecin-inspecteur du ressort, constatant l'aptitude corporelle, seront joints à la demande.

Les candidats pour le brevet d'aptitude pédagogique, le brevet d'enseignement postsecondaire et le brevet d'enseignement primaire supérieur doivent justifier en outre qu'ils ont été préposés au moins pendant deux ans à une école primaire du Grand-Duché, et qu'ils sont en possession, depuis deux ans au moins, du brevet d'un rang immédiatement inférieur.

Art. 5. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial* et au *Courrier des écoles*. Un exemplaire

Art. 2. Zu Ergänzungsmitgliedern sind ernannt die H. N. *Simmer*, Schulinspektor, Sekretär der Unterrichtskommission; J. *Logeling* und Ed. *Pierret*, Professoren an der Lehrernormalschule und J. J. *Luz*, Schulinspektor zu Redingen.

Art. 3. Die Prüfungen finden statt wie folgt:

1. für das provisorische Brevet: schriftliche Prüfung: am 4., 5., 6., 7. und 8. August; mündliche Prüfung: am 11. August für die Lehrer und am 12. August für die Lehrerinnen;

2. für das Lehrbefähigungsbrevet: schriftliche Prüfung: am 1., 2., 3., 4., und 5. September; mündliche Prüfung: am 8. September für die Lehrer und am 9. September für die Lehrerinnen;

3. für das Fortbildungsbrevet: schriftliche Prüfung: am 10., 11., 12. und 13. September; mündliche Prüfung: am 15. September für die Lehrer und am 16. September für die Lehrerinnen;

Für das Oberprimärbrevet werden die Tage der Prüfung später bekannt gegeben.

Die Rezipienden sollen ihre Meldungen vor dem 15. Juli k. an die Regierung einsenden. Ein Auszug aus der Geburtsurkunde, sowie ein vom Sanitätsinspektor des Ressorts ausgestelltes Zeugnis über physische Befähigung müssen dem Gesuch angefügt sein.

Kandidaten für das Lehrbefähigungs-, Fortbildungs- und Oberprimärbrevet haben außerdem den Nachweis zu erbringen, daß sie während mindestens zwei Jahren eine Primärschule des Großherzogtums geleitet haben und seit mindestens zwei Jahren im Besitze des unmittelbar vorhergehenden Brevets sind.

Art. 5. Gegenwärtiger Beschluß soll im „*Mémorial*“ und im „*Schulbote*“ veröffentlicht, und

du *Mémorial* sera transmis aux membres effectifs et suppléants du jury d'examen pour leur servir de titre.

Luxembourg, le 16 juin 1919.

*Le Directeur général
de l'instruction publique,
N. WELTER.*

Avis. — Examen d'admission aux écoles normales.

L'examen d'admission à l'école normale d'instituteurs et à l'école normale d'institutrices aura lieu dans les locaux de ces établissements, les vendredi, 1^{er} et samedi, 2 août prochain, chaque fois à 8 heures du matin, d'après le programme publié dans la feuille spéciale n° I du *Courrier des écoles* de 1919.

Les récipiendaires auront à adresser à M. le directeur de l'école normale d'instituteurs, respectivement à Madame la directrice de l'école normale d'institutrices, avant le 25 juillet, leur demande accompagnée:

a) de leur acte de naissance, constatant qu'ils auront quinze ans révolus avant le 1^{er} novembre 1919 et qu'à cette date ils n'auront pas dépassé l'âge de vingt ans;

b) d'un certificat délivré par le médecin-inspecteur du ressort constatant que ni leur état de santé, ni des défauts corporels ne les rendent impropres à la profession d'instituteur;

c) d'un certificat justifiant qu'ils ont suivi régulièrement et avec succès un enseignement dont le programme répond en tous points aux prescriptions sur la matière.

La demande devra indiquer l'adresse des parents ou du tuteur.

Luxembourg, le 17 juin 1919.

*Le Directeur général
de l'instruction publique,
N. WELTER.*

ein Exemplar des „Memoriale“ einem jeden der wirklichen und Ergänzungsmitglieder als Erkennungsurkunde zugestellt werden.

Luxemburg, den 16. Juni 1919.

*Der General-Direktor
des öffentlichen Unterrichts,
N. W e l t e r.*

Bekanntmachung. — Aufnahmeprüfung für die Normalschulen.

Die Aufnahmeprüfung für die Lehrer- und Lehrerinnennormalschule findet in den Räumlichkeiten der betreffenden Anstalten statt am Freitag, den 1. und Samstag, den 2. August k., jedesmal um 8 Uhr morgens, gemäß dem im Sonderblatt Nr. 1 des „Schulbote“ von 1919 veröffentlichten Programm.

Die Kandidaten haben vor dem 25. Juli an den Direktor der Lehrernormalschule, bezw. an die Direktorin der Lehrerinnennormalschule, ihr Gesuch nebst folgenden Schriftstücken zu richten:

a) ihre Geburtsurkunde, woraus hervorgeht, daß sie am 1. November 1919 das Alter von 15 Jahren erreicht, jedoch 20 Jahre nicht überschritten haben;

b) ein vom Sanitätsinspektor des Ressorts ausgestelltes Zeugnis, wodurch bestätigt wird, daß weder ihr Gesundheitszustand, noch etwaige körperliche Gebrechen sie zum Lehrberuf untauglich machen;

c) die Bescheinigung, daß sie regelmäßig und mit Erfolg an einem Unterricht teilgenommen haben, dessen Programm in jeder Hinsicht den gesetzlichen Bestimmungen entspricht.

Im Gesuch muß die Adresse der Eltern oder des Vormundes angegeben sein.

Luxemburg, den 17. Juni 1919.

*Der General-Direktor
des öffentlichen Unterrichts,
N. W e l t e r.*

Avis. — Administration communale.

Par arrêté grand-ducal du 13 juin 1919, M. Edouard Zigrand, cultivateur, à Insborn, a été nommé bourgmestre de la commune de Neunhausen.

Par arrêté du soussigné en date de ce jour, MM. Michel Reiners, cultivateur, à Neunhausen, et Nicolas Kneip, maçon, à Insborn, ont été nommés échevins de la commune de Neunhausen.

Luxembourg, le 17 juin 1919.

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
E. REUTER.*

Avis. — Postes et télégraphes.

Par arrêté grand-ducal du 16 juin courant, démission honorable a été accordée, sur sa demande, à M. Théodore Cravatte de ses fonctions de percepteur des postes à Grevenmacher.

Le titre de percepteur honoraire des postes lui a été accordé par le même arrêté.

Luxembourg, le 16 juin 1919.

*Le Directeur général des finances,
A. NEYENS.*

Avis. — Autorisation de résider.

Par arrêté grand-ducal en date du 5 juin courant, M. Jean Dondelinger, cultivateur, demeurant à Bastendorf, né à Ammeldingen (cercle de Bitbourg) le 18 juin 1882, a été autorisé à établir son domicile dans le Grand-Duché.

Luxembourg, le 17 juin 1919.

*Le Directeur de la justice
et des travaux publics,
A. LIESCH.*

Bekanntmachung. — Gemeindeverwaltung.

Durch Großh. Beschluß vom 13. Juni 1919, ist Hr. Eduard Zigrand, Landwirt zu Insborn, zum Bürgermeister der Gemeinde Neunhausen ernannt worden.

Durch Beschluß des Unterzeichneten vom heutigen Tage sind die H. H. Michel Reiners, Landwirt, zu Neunhausen, und Nikolaus Kneip Maurer, zu Insborn, zu Schöffen der Gemeinde Neunhausen ernannt worden.

Luxemburg, den 17. Juni 1919.

*Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
E. Reuter.*

Bekanntmachung. — Posten und Telegraphen.

Durch Großh. Beschluß vom 16. Juni etc. ist Hr. Theodor Cravatte, auf sein Ersuchen, ehrenvolle Entlassung aus seinem Amte als Postperzeptor von Grevenmacher bewilligt und demselben gleichzeitig der Titel eines Ehrenperzeptors verliehen worden.

Luxemburg, den 16. Juni 1919.

*Der General-Direktor der Finanzen,
A. Neyens.*

Bekanntmachung. — Wohnsitz.

Durch Großh. Beschluß vom 5. Juni ds. Mts. ist Hr. Johann Dondelinger, Landwirt, wohnhaft zu Bastendorf, geboren zu Ammeldingen (Kreis Bitburg) am 18. Juni 1882, ermächtigt worden, seinen Wohnsitz im Großherzogtum zu nehmen.

Luxemburg, den 17. Juni 1919.

*Der General-Direktor der Justiz
und der öffentlichen Arbeiten,
A. Liesch.*

Avis. — Association syndicale.

Conformément à l'art. 10 de la loi du 28 décembre 1883, il sera ouvert du 17 au 31 juillet 1919, dans la commune de Kœrich, une enquête sur le projet et les statuts d'une association à créer pour l'établissement d'un fossé d'assainissement au lieu dit: « Zu Koh » à Gœblange.

Le plan de situation, le devis détaillé des travaux, un relevé alphabétique des propriétaires intéressés, ainsi que le projet des statuts de l'association sont déposés au secrétariat communal de Kœrich, à partir du 17 juillet prochain.

Monsieur J.-P. Hemmer fils, membre de la commission d'agriculture à Bascharage, est nommé commissaire à l'enquête. Il donnera les explications nécessaires aux intéressés, sur le terrain, le jeudi, 31 juillet prochain, de 9 à 11 heures du matin, et recevra les réclamations le même jour, de 2 à 4 heures de relevée, dans la salle d'école à Gœblange.

Luxembourg, le 17 juin 1919.

*Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et du commerce,*

A. COLLART.

Bekanntmachung. — Syndikatsgenossenschaft.

Gemäß Art. 10 des Gesetzes vom 28. Dezember 1883 wird vom 17. Juli auf den 31. Juli 1919, in der Gemeinde Kœrich eine Voruntersuchung abgehalten über das Projekt und die Statuten einer zu bildenden Genossenschaft für Anlage eines Entwässerungsgrabens, Ort genannt: „Zu Koh“ zu Gœblingen;

Der Situationsplan, der Kostenschlag, ein alphabetisches Verzeichnis der beteiligten Eigentümer sowie das Projekt des Genossenschaftstatutes sind auf dem Gemeindefretariat von Kœrich, vom 17. Juli k. uftig ab, hinterlegt.

Hr. J. P. Hemmer Sohn, Mitglied der Ackerbaukommission zu Niederferschen, ist zum Untersuchungskommissar ernannt. Die nötigen Erklärungen wird er den Interessenten, am Donnerstag, den 31. Juli 1919, von 9—11 Uhr morgens, an Ort und Stelle geben und am selben Tage, von 2—4 Uhr nachmittags, etwaige Einsprüche im Schulsaale zu Gœblingen entgegennehmen.

Luxemburg, den 17. Juni 1919.

*Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und des Handels,*

A. Collart.

Caisse d'épargne. — A la date des 4, 5 et 14 juin 1919, les livrets nos 185592, 199391, 68594, 240995, 236495 et 240164 ont été déclarés perdus. Les porteurs des dits livrets sont invités à les présenter dans la quinzaine à partir de ce jour, soit au bureau central, soit à un bureau auxiliaire quelconque de la Caisse d'Épargne, et à faire valoir leurs droits. Fauter par les porteurs de ce faire dans les dits délais, les livrets en question sont déclarés annulés et remplacés par des nouveaux.

Par décision en date du 19 juin 1919, les livrets nos 172405, 76751, 137768, 142967, 175655, 191295, 158609, 202547, 96028, 107483 et 172589 ont été annulés et remplacés par des nouveaux.

Luxembourg, le 20 juin 1919.

